

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

SEEG : enfin de l'eau potable pour les habitants d'Akournam 1!

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LONGTEMPS victimes de stress hydrique, les habitants du quartier Akournam 1, dans la commune d'Owendo, n'auront plus besoin de se lancer à la quête de l'eau. La Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a mis en service vendredi dernier un nouveau surpresseur dans ladite zone. En effet, malgré une alimentation renforcée à partir de la zone appelée "Ça m'étonne" et de la conduite DN 400 côté Voie-Express, le quartier Akournam 1 a régulièrement subi des absences d'eau qui rendaient difficile le quotidien des riverains. Pour résoudre ce problème, l'entre-

prise avait engagé d'importants travaux de construction d'un surpresseur sectoriel à l'entrée d'Akournam 1, non loin de l'Université des sciences de la santé. La nouvelle machine est constituée d'un conteneur de 40 pieds servant de bache de stockage pour un volume utile de 60 m³ et de 2 pompes de 65 m³/h. Cet ouvrage permet à ce jour de desservir correctement en eau potable plus de 3 000 habitants. Le coût total des travaux s'élève à 187 millions de francs entièrement financé par la SEEG. La livraison de ce surpresseur intervient dans le cadre de l'exécution du Plan d'urgence 2020 relatif à l'amélioration de la desserte en eau potable du Grand Libreville et des localités de l'intérieur du pays.



Le directeur de la SEEG expliquant à la maire d'Owendo la puissance du nouveau surpresseur.

Transgabonaise: tout faire pour rattraper le retard

G.R.M
Libreville/Gabon

CONSTATER de visu le niveau d'avancement des travaux de la Transgabonaise. Tel est l'objet de la visite de terrain effectuée la semaine dernière par le ministre en charge des Infrastructures, Léon Armel Bounda Balonzi, sur la Nationale 1. Une descente d'autant plus opportune qu'elle traduit toute l'importance que le gouvernement accorde à ce projet qui vise à relier le Gabon, de l'ouest à l'est, par une route carrossable et praticable en toutes saisons et qui traversera six provinces. À ce stade, en termes d'engagements pris par la société adjudicataire, la Société autoroutière du Gabon (SAG), le ministre et sa délégation se sont rendu compte que l'installation du chantier est effective. Notamment en ce qui concerne la centrale d'enrobé et la structure de concassage qui sont des éléments essentiels dans les travaux routiers. "Désormais en place, ces éléments devraient permettre de donner une cadence plus accélérée aux



Le chantier de la Transgabonaise accuse un retard que le ministère veut rattraper.

travaux en cours actuellement", a indiqué M. Bounda Balonzi. Une déclaration pour rassurer les usagers de ce que "tout est en train d'être mis en œuvre pour déjà améliorer la circulation dans les zones critiques". D'autant que l'impatience avait déjà gagné les Gabonais qui savent bien que ce chantier lancé le 25 septembre 2020 a pris du retard dans son exécution. L'entreprise adjudicataire a néanmoins réaffirmé ses engagements de "respecter les délais contractuels des travaux en les livrant en 2023". Une énième promesse qui a cependant lassé plus d'un. Et les récriminations légitimes de la population pourraient être encore plus nombreuses.

Ofac: améliorer l'efficacité de la gestion des aires protégées

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

L'OBSERVATOIRE des forêts d'Afrique centrale (Ofac), basé au Cameroun, vient de dresser un rapport bilan de cinq années sur l'efficacité de la gestion des aires protégées dans les dix pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac). Selon Hervé Martial Maidou de la Comifac, "ce rapport vise à aider tous les pays d'Afrique centrale à mieux gérer leurs aires protégées mais, surtout, à promouvoir la coopération sous-régionale sur les enjeux communs et transfrontaliers. Il propose une vision de partenariat entre les gestionnaires d'aires protégées, les communautés locales, les gouvernants, les fondations et la société civile, avec pour but commun d'améliorer les efforts de conservation et de contribuer à atteindre les objectifs mondiaux de préservation de la biodiversité". Le rapport fait ressortir que la sous-région compte 200 aires



De nombreux défis sont à relever dans la gestion des aires protégées.

protégées pour une superficie de 800 000 km². Les aires protégées ont doublé en nombre dans les dix pays membres. De ce fait, l'Afrique centrale remplit les objectifs internationaux en termes de superficie. Sur cette évaluation portant sur cinq ans, il ressort qu'il reste cependant beaucoup à faire, en particulier dans le domaine du développement de l'écotourisme. Beaucoup de défis sont à relever, en termes d'efficacité de gestion. Ainsi, dans près de

85 % de cet ensemble de forêts, les conflits demeurent et il n'y a pas d'harmonisation entre les parties prenantes à la prise de décision, particulièrement entre les communautés locales, les administrations, les fondations et les ONG internationales. Enfin, un quart de la superficie des aires protégées est soumis à des permis d'exploitation pétrolière. D'autres bras de fer sont en jeu, avec les appétits économiques, dont 25 % de superficie sont attribuées aux exploitants.